



MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
TRANSPORTS
VILLE ET LOGEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Commissariat général au
Développement durable

Service de l'économie verte et solidaire

Sous-direction de l'économie et de l'évaluation

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Objet de l'appel d'offres :

**Etude des services écosystémiques rendus par les récifs coralliens et
écosystèmes associés des Outre-mer français**

Référence : CGDD-SEVS-ESE26

Le présent document comporte 8 pages numérotées de 1 à 8.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 - TYPE ET FORME DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 4 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE	3
ARTICLE 5 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 6 - PIECES A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE.....	4
ARTICLE 7 - MODALITE D'EXECUTION	4
7.1. MODALITES D'EXECUTION.....	4
7.1.1. <i>Délais d'exécution</i>	4
7.1.2. <i>Les livrables</i>	4
7.1.3. <i>Réception des prestations</i>	4
ARTICLE 8 - CAUTIONNEMENT ET GARANTIES FINANCIERES.....	4
ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	4
ARTICLE 10 - AVANCE	5
ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT.....	5
11.1. MODALITES DE REGLEMENT.....	5
11.2. FACTURATION	5
11.3. DELAI DE REGLEMENT.....	6
11.4. COORDONNEES DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	6
11.5. IMPUTATION BUDGETAIRE DE LA DEPENSE	6
ARTICLE 12 - PENALITES.....	6
ARTICLE 13 - NANTISSEMENT.....	6
ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES	6
14.1. SOUS-TRAITANCE	6
14.2. MODIFICATION DU MARCHE	6
14.3. CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIETE.....	6
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE.....	7
ARTICLE 16 - RESPONSABILITE	7
ARTICLE 17 - STATUT DES PRESTATIONS FOURNIES	7
ARTICLE 18 - CONSIDERATION SOCIALE ET CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
18.1. CONSIDERATION SOCIALE	7
18.2. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	8
ARTICLE 19 - CONDITIONS DE RESILIATION.....	8
ARTICLE 20 - CONTENTIEUX ET LITIGES	8

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une **évaluation de la valeur socio-économique des services rendus par les récifs coralliens, mangroves et herbiers marins sur quatre territoires pilotes à travers des analyses coûts-bénéfices.**

Ce projet d'étude devra apporter des réponses aux problématiques concrètes soulevées par les gestionnaires et décideurs locaux, en particulier :

1. Mettre à jour et compléter un ensemble de valeurs de références pour les services écosystémiques des récifs coralliens et écosystèmes associés (RCEA) ;
2. Analyser les liens entre changement climatique et perte de services écosystémiques, afin de mettre en évidence le coût de l'inaction et de contribuer à l'élaboration de politiques d'adaptation ;
3. Étudier les liens entre les activités économiques (notamment les projets d'aménagement, la pêche et le tourisme), les pollutions (par exemple les systèmes d'assainissement) et l'état de santé des écosystèmes ;
4. Mobiliser les valeurs mises à jour et analyses (points 1, 2 et 3) dans des Analyses Coût-Bénéfices (ACB) afin d'évaluer les impacts de différents scénarios d'action et d'inaction sur les services écosystémiques rendus.

Les quatre territoires pilotes sont La Martinique, La Nouvelle Calédonie, La Polynésie française et La Réunion.

Article 2 - Type et forme du marché

Le présent marché est un marché unique.

Le présent marché n'est pas alloti, car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes. L'allotissement rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois. Il prend effet à compter de la date de notification.

Les prestations devront être exécutées dans un délai de 18 mois à compter de la notification du marché.

Article 4 - Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles

R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Cet appel d'offres fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP), au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) en application des articles R. 2131-16 et R. 2131-19 à 20 du code de la commande publique.

Article 5 - Pièces constitutives du marché

Le présent marché sera constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- l'Acte d'Engagement et son annexe financière,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- la proposition technique et financière du prestataire,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- la lettre de candidature DC1,
- la déclaration du candidat DC2.

En cas de contradiction entre les documents du titulaire (clauses générales des ventes, mémoires techniques, autres annexes du candidat...) et les clauses du marché, seules prévalent les clauses du CCAP et du CCTP.

Article 6 - Pièces à fournir en cours d'exécution du marché

Le prestataire retenu s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères Transition écologique, Aménagement du territoire, Transports, Ville et Logement (MTEATTVL) – Commissariat général au développement durable (CGDD), à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Article 7 - Modalité d'exécution

7.1. Modalités d'exécution

7.1.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le CCTP.

7.1.2. Les livrables

Les livrables sont spécifiés dans le CCTP, ils font l'objet d'une validation par l'Administration.

7.1.3. Réception des prestations

Les prestations font l'objet d'une validation par l'Administration. Les modalités sont précisées dans le CCTP.

Article 8 - Cautionnement et garanties financières

Sans objet.

Article 9 - Modalités de détermination du prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire ferme.

Le montant du marché est indiqué dans l'offre financière du candidat. Il est attendu que le candidat précise sa décomposition détaillée par phase.

Le prix des prestations, tel que mentionné dans l'offre financière du candidat, est réputé comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de la prestation. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Le candidat certifie que les prix de référence qui ont servi à établir les prix du présent marché n'excèdent pas ceux de son tarif pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Les prix indiqués s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur lors de la réalisation du fait générateur c'est-à-dire de la réalisation des prestations. Les prix indiqués incluent toutes sujétions inhérentes à la réalisation des prestations et comprennent obligatoirement l'ensemble des charges relatives à la prestation notamment les frais de déplacement, hébergement ainsi que les frais de transport, de livraison et de conditionnement.

Article 10 - Avance

Sauf refus du Titulaire dûment stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 35 % pour les petites et moyennes entreprises et de 5 % pour les grandes entreprises, pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à 10 du code de la commande publique.

Article 11 - Modalités de règlement

11.1. Modalités de règlement

Le paiement se fait sur la base d'acomptes déposés au fur et à mesure de l'avancement du marché, soit à l'issue de chaque phase de l'étude, et après validation du service fait par l'Administration.

11.2. Facturation

Le règlement s'effectuera sur présentation des factures et après validation de service fait.

Les factures sont libellées au nom de :

Ministères Transition écologique, Aménagement du Territoire,
Transports, Ville et Logement (MTEATTVL)
Commissariat général au Développement durable (CGDD)
CGF-MTE-AC
Grande Arche de La Défense
Paroi-Sud - 23ème étage
92055 LA DEFENSE Cedex

Elles feront l'objet d'une certification du service fait par la Personne publique.

Elles devront comporter les indications suivantes :

- Désignations des parties contractantes (nom/raison sociale et adresse)
- Le numéro et la date de notification du présent marché
- Le code du service exécutant suivant : FAC9450075
- Date, numéro de facture ainsi que son montant hors taxes, toutes taxes comprises et taux de TVA
- Description de la prestation facturée

Le Titulaire devra adresser ses factures sous format électronique à l'aide du portail Chorus factures fournisseurs.

L'inscription sur ce portail dédié se fait à l'adresse suivante :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées doivent comporter le numéro du marché Chorus correspondant (numéro à 10 chiffres) et le code « service exécutant » suivant : FAC9450075

Destinataire État : SIRET : 110 002 011 00044

Elles feront l'objet d'une certification du service fait par la Personne publique.

L'État se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant du crédit au compte ouvert désigné dans l'acte d'engagement.

11.3. Délai de règlement

La demande de paiement (facture) n'est recevable qu'après validation de la prestation fournie. Elle fera l'objet d'une certification du service fait par la Personne Publique.

En application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours.

11.4. Coordonnées du comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel – Arche sud – 92055 La Défense.

11.5. Imputation budgétaire de la dépense

Cette dépense sera imputée sur le programme 159 : 0159-action 10-sous action 08.

Centre de coût : CGDSEVS092

Article 12 - Pénalités

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, il sera fait application de pénalités pour retard si des dépassements des délais sont constatés dans l'exécution des prestations commandées et de pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.

Article 13 - Nantissement

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Article 14 - Dispositions diverses

14.1. Sous-traitance

Pour toute sous-traitance, le Titulaire se conformera aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

14.2. Modification du marché

Le marché pourra être modifié en cours d'exécution en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pourraient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

14.3. Changements affectant la société

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produit à cet effet, un extrait K bis ou tout autre document justifiant de ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

Le cas échéant, cet article s'applique également aux sous-traitants et/ou co-traitants.

Article 15 - Confidentialité

Le Titulaire est tenu à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché. Il est tenu par l'obligation de discrétion.

Le Titulaire et ses personnels s'engagent à ne diffuser et à ne faire état d'aucune information qui leur aurait été communiquée ou qu'ils auraient apprise lors d'une rencontre, manifestation ou entrevue.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Sans préjudice des sanctions prévues par l'article 226-13 du Code Pénal, des pénalités s'appliquent en cas de méconnaissance de la réglementation concernant le traitement des données à caractère personnel ou en cas de violation des obligations de sécurité ou de conformité qui, si elles impliquent des données à caractère personnel, ces pénalités correspondent à 2% du montant exécuté du marché à la date de constatation du fait générateur ou 0,5% de ce montant si elles n'impliquent pas de données à caractère personnel.

Article 16 - Responsabilité

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations objet du marché. Il ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution des prestations telles que décrites dans l'ensemble des pièces contractuelles, sauf à rapporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

Article 17 - Statut des prestations fournies

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférente aux résultats permettant à l'acheteur de les exploiter librement.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer et à garder confidentielles les informations dont il aura connaissance dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage en outre à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles il a accès et, en particulier, d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

La diffusion et les droits d'exploitations des données produites dans le cadre du marché sous quelque support que ce soit sont cédés à l'Administration conformément au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles en vigueur.

Article 18 - Considération sociale et clause environnementale

18.1. Considération sociale

Le Titulaire présente les dispositifs d'amélioration des relations et conditions de travail notamment de bien-être au travail et mesures prises en faveur de l'égalité Femme/Homme et l'ensemble des dispositions sociales (exemple : Labels RSE, ou équivalents, reconnus par l'Etat...) qu'il est en mesure de mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

18.2. Clause environnementale

L'entreprise établira un document explicitant ses actions d'écoresponsabilité en matière de développement durable et ses méthodes d'application dans l'exécution de ce marché, et en lien avec le CCTP.

Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé :

Il est fait application de l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME :

<https://bilans-ges.ademe.fr/>

conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Article 19 - Conditions de résiliation

Le marché peut être résilié par l'Administration, suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI.

Article 20 - Contentieux et litiges

Le règlement amiable des conflits est préconisé par l'établissement d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du code civil conformément à l'article L. 2197-5 du code de la commande publique.

Dans le cas où le règlement amiable est impossible, le conflit sera porté devant le tribunal administratif compétent.